

AUTEURES
Lucile MEDINA,
Tania RODRÍGUEZ
ECHAVARRÍA

L'intégration d'une marge frontalière dans la mondialisation : la frontière Costa Rica–Nicaragua face au développement des cultures d'ananas

RÉSUMÉ

Depuis une trentaine d'années, le nord du Costa Rica connaît une extension rapide des cultures d'ananas et se trouve ainsi aujourd'hui connecté au marché mondial. Cette communication interroge les mutations qui affectent cette périphérie frontalière par son intégration dans les marchés internationaux. Les transformations rapides (foncières, sociales, environnementales) questionnent le caractère de marge de cette région frontalière telle que l'on en trouve beaucoup dans les Suds. Elles traduisent l'approfondissement de dynamiques d'intégration fonctionnelle aux frontières, fondée sur l'exploitation d'une ressource, bien loin des processus institutionnels classiques de coopération que le processus d'intégration régionale avait suscité. Nous cherchons ainsi à montrer 1) comment cette marge frontalière longtemps peu investie se trouve aujourd'hui intégrée à la mondialisation *via* son insertion dans la filière de l'ananas ; 2) que l'intégration dans la filière de production se fait au prix d'atteintes à l'environnement et de l'aggravation des inégalités foncières et sociales et enfin 3) comment les recompositions territoriales à l'œuvre questionnent la relation complexe entre la transformation de cette région frontalière en front extractif et son caractère de marge.

MOTS CLÉS

marge, frontière, Costa Rica, culture commerciale, extractivisme

ABSTRACT

Over the past 30 years, northern Costa Rica has experienced a rapid expansion of pineapple cultivation and is now connected to the world market. This paper examines the changes affecting this border region through its integration into international markets. The rapid transformations (land, social, environmental) question the marginal nature of the border region, which can be found in many parts of the Global South. They reflect the deepening dynamics of functional integration at the borders, based on the exploitation of a resource, far from the traditional institutional processes of cooperation that the process of regional integration had given rise to. We thus seek to show 1) how this border region, which has long been little invested, is now integrated into globalisation through its integration into the pineapple sector; 2) that integration into the production chain comes at the cost of environmental damage and the aggravation of land and social inequalities; and finally 3) how the territorial recomposition at work questions the complex relationship between the transformation of this border region into an extractive front and its marginal character.

KEYWORDS

Margin, Border, Costa Rica, Commercial culture, Extractivism

RESUMEN

En los últimos 30 años, la zona Norte de Costa Rica ha experimentado una rápida expansión del cultivo de la piña y ahora está conectada al mercado mundial. En el presente documento se examinan los cambios que afectan a esta región fronteriza a través de su integración en los mercados internacionales. Las rápidas transformaciones (terrestres, sociales, ambientales) ponen en duda la naturaleza marginal de esta región fronteriza, característica de muchos países del Sur. Reflejan la dinámica cada vez más profunda de la integración funcional en las fronteras, basada en la explotación de un recurso, muy alejada de los procesos institucionales tradicionales de cooperación que había generado el proceso de integración regional. De esta manera, buscamos mostrar 1) cómo esta región fronteriza, que durante mucho tiempo ha contado con poca inversión por parte de los estados, se integra ahora a la globalización a través de su integración en la cadena de valor de la piña; 2) que esta integración en la cadena de producción se produce a costa de daños ambientales y del agravamiento de las desigualdades territoriales y sociales; y, finalmente, 3) cómo la recomposición territorial

en juego complexifie la relación entre la transformación de esta région frontèriza en un frente extractivo y su caractère marginal.

PALABRAS CLAVES

Margen, frontera, Costa Rica, cultura commerciale, extractivismo

INTRODUCTION

La frontière entre le Costa Rica et le Nicaragua est marquée par les conflits limitrophes que les deux pays entretiennent de longue date liés au fleuve San Juan. Les régions qui la bordent sont les plus isolées et pauvres des deux pays. Cependant, depuis une trentaine d'années, le côté costaricien de la frontière connaît une extension très importante des cultures d'ananas grâce à laquelle il se trouve aujourd'hui de fait connecté au marché mondial par la présence d'importantes entreprises nationales et transnationales. Elles sont à la base de la filière globale de ce fruit, entendue comme un système agricole qui englobe « des acteurs assurant des fonctions techniques et économiques particulières dans le processus d'élaboration d'un bien, depuis la matière première jusqu'au produit final » (Lançon *et al.*, 2016 : 29).

L'analyse proposée ici des changements sectoriels et territoriaux dans la région frontalière nord du Costa Rica est menée en croisant les approches des *border studies* et de la *political ecology*. Cette communication souhaite présenter et interroger les mutations d'une périphérie frontalière et son intégration dans les marchés internationaux par la vente des ananas costariciens que l'on trouve désormais dans les supermarchés du monde entier. Ces transformations rapides questionnent le caractère de marge de cette région frontalière telle que l'on en trouve beaucoup dans les Suds. Le travail repose sur des recherches menées conjointement par les deux auteures depuis plusieurs années sur cette frontière. Il se nourrit notamment de deux programmes qui ont permis de réaliser un grand nombre d'entretiens des deux côtés de la frontière et de collecter nombre de données¹.

1. L'EXTENSION MASSIVE DE LA CULTURE DE L'ANANAS SUR LES MARGES FRONTALIÈRES DU COSTA RICA

La frontière entre le Nicaragua et le Costa Rica est issue du processus d'indépendance de la couronne espagnole au début du XIX^e siècle. Elle a fait l'objet de revendications contradictoires entre les deux jeunes États-nations en construction et, malgré le traité frontalier de 1858, elle reste conflictuelle comme le prouve le dépôt de trois requêtes devant la Cour internationale de justice de La Haye (2005, 2010, 2011) pour différents motifs relatifs à la navigation sur le fleuve qui fait frontière et à des aménagements controversés (Medina, 2015). Le manque de coopération pour gérer le bassin partagé du fleuve San Juan est une conséquence directe des conflits limitrophes. Ce secteur frontalier a été délaissé du point de vue de la conservation de l'environnement et des politiques publiques de développement (Rodríguez, 2014). Les cantons costariciens et districts nicaraguayens frontaliers sont restés les plus ruraux et les plus pauvres de leur pays respectif et leur retard de développement ne tend pas à se réduire.

Pourtant, depuis les années 1980, le nord du Costa Rica a vécu l'expansion, sans régulation de la part de l'État et des gouvernements locaux, de la monoculture d'ananas (Obando, 2017). À l'échelle nationale, l'ananas est devenu aujourd'hui le produit le plus exporté par le Costa Rica, ce qui a permis au pays d'accéder au rang de premier producteur au monde de ce fruit. Selon le ministère de l'Agriculture du Costa Rica, les superficies dédiées à la production d'ananas sont passées de 9 300 hectares en 1998 à plus de 23 000 en 2004, soit une augmentation de 90 % en six ans (Aravena, 2005 : 15 ; Cubero Acevedo & Soto Acosta, 2010 : 44). Cependant le système de suivi des changements d'utilisation dans les paysages productifs² financé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estime à 58 000 ha la superficie d'exploitation dédiée à cette activité. Les différentes sources présentent des écarts (tabl. 1) qui soulignent la difficulté d'avoir des données fiables sur le développement des surfaces réellement cultivées, et sans doute une tendance à la sous-estimation.

Tableau 1. Surfaces estimées de culture d'ananas au Costa Rica par différents organismes

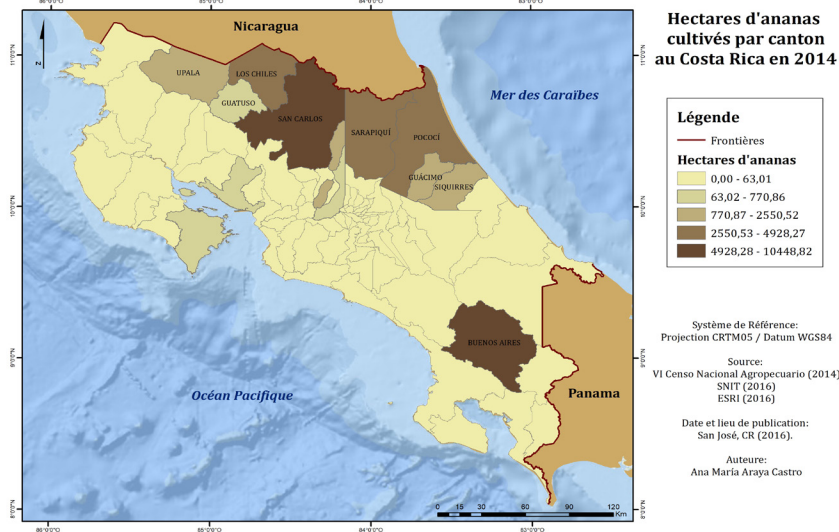
Recensement agricole national (2013)	37 669 ha
Chambre nationale des producteurs et exportateurs d'ananas (2015)	40 000 ha
Secrétariat exécutif de planification sectorielle agricole (2013)	45 000 ha
Nations unies (Système de suivi des changements d'utilisation dans les paysages productifs)	58 000 ha

1 Le PICS Bassins transfrontaliers en Mésoamérique (BATRAM, 2013-2015) et le programme actuel « Comprendre l'extractivisme dans des régions frontalières » du Centre de recherche et d'études politiques (CIEP) de l'Université du Costa Rica.

2 www.mocupp.org

La culture de l'ananas ne s'étend pas sur tout le pays. On voit sur la carte (fig. 1) qu'elle touche surtout les frontières nord et sud du pays. Selon les chiffres du PNUD à travers son programme Mocupp (*Monitoreo de cambio de uso de la tierra en paisajes productivos*), 53% des champs d'ananas du Costa Rica sont localisés sur trois cantons frontaliers dans le bassin du fleuve San Juan : Los Chiles, San Carlos et Sarapiquí (Aravena, 2005).

Figure 1. Superficies d'ananas cultivées au Costa Rica (2014)



2. UNE INTÉGRATION DANS LA FILIÈRE DE PRODUCTION AU DÉTRIMENT DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

L'introduction de l'ananas revient surtout à l'entreprise PINDECO, filiale de la firme agro-alimentaire transnationale Del Monte, qui a introduit la variété d'ananas *Sweet Golden M-12* (génétiquement modifiée), ainsi que des nouvelles technologies et de nouveaux styles de production plus intensifs (Rodríguez *et al.*, 2018). On peut observer dans les cantons frontaliers d'autres formes de production: une coopérative (Coopepiña) et une association (AsoNorte) qui rassemblent des petits et moyens producteurs, ainsi que des entreprises au capital national (Upala Agrícola, Piña Pavón, Exportaciones Norteñas, Compañía Agropecuaria Las Brisas, Finca 11) qui sont affiliées à la Chambre nationale de producteurs et exportateurs d'ananas (CANAPEP). Malgré tout, ce sont les grandes entreprises qui définissent les règles du jeu et sont les seules à avoir accès aux crédits et aux aides données par l'État (Obando, 2017), renforçant ainsi leur hégémonie. Les acteurs transnationaux ont ainsi un rôle majeur dans les formes de gouvernance et de coordination de la filière, à travers des relations de pouvoir et dans la définition de normes.

Or, ces activités ont des impacts négatifs très importants. La production d'ananas entraîne déboisement, drainage des zones humides et irrigation et utilisation de grandes quantités de produits agro-chimiques, pesticides et herbicides, qui polluent les rivières et les nappes phréatiques (Aravena, 2005). Au début des années 1980, 50,2% de la zone nord du Costa Rica était couverte par des forêts; en huit ans, la surface forestière est tombée à 34,5% (Granados & Jiménez, 2002). Sur les photographies de la figure 2, on peut apprécier l'extension des cultures mais aussi l'importance des épandages de produits phytosanitaires sur les cultures.

Figure 2. Extension et traitement des parcelles d'ananas près de la frontière (canton d'Upala) (clichés des auteurs)



Or, le bassin hydrographique du fleuve San Juan, partagé entre le Costa Rica et le Nicaragua, est le deuxième bassin d'Amérique centrale en superficie et l'un des plus importants réservoirs d'eau douce de l'Isthme central américain, non seulement par ses eaux superficielles (dont le grand lac Cocibolca) mais aussi par l'importance de la nappe phréatique transfrontalière dont les dimensions précises sont encore mal étudiées. Une partie des eaux polluées s'écoulant vers le grand Lac du Nicaragua, les conséquences impactent donc une très large région. Le CICA (Centre de recherches sur la pollution de l'environnement) de l'Université du Costa Rica étudie depuis 2015 le comportement de 22 sites d'eaux superficielles et 10 sites d'eaux souterraines (puits et sources) ; il a relevé une présence importante de produits chimiques, notamment Bromacil et Ametryn utilisés dans la culture de l'ananas. D'autres recherches ont démontré également la présence de pesticides dans les cours d'eau Papaturo, La Palma et La Cucaracha, ainsi que dans le Rio Frio. En outre, la croissante expansion des champs d'ananas dans la zone nord menace aussi les périmètres protégés, comme le refuge de vie sauvage Caño Negro. Le tribunal administratif de San José a dénoncé en 2013 les mauvaises pratiques des entreprises d'ananas relatives à l'utilisation de produits chimiques et au déboisement.

3. MARGINALITÉ VS MONDIALISATION ?

Les impacts sont également très importants sur les communautés frontalières. On commence à s'apercevoir des conséquences en termes de santé sur les populations *via* les puits et autres sources d'eau potable. Les entretiens réalisés, ainsi que l'observation de réunions d'acteurs organisés pour faire face à l'expansion des champs d'ananas, nous permettent d'affirmer que le principal conflit socio-environnemental qui se pose aujourd'hui dans le bassin est bien l'expansion agressive des champs d'ananas. Ainsi la grande majorité des acteurs interrogés (80 %) identifient ces monocultures comme la principale cause de pollution.

Les habitants des villages frontaliers dénoncent aussi la destruction des cultures paysannes face aux grandes entreprises et aux champs d'ananas. En effet, le laisser-faire de l'État costaricien, des municipalités et de la coopération internationale qui a facilité une expansion sans régulation de l'ananas, a aussi complètement modifié le paysage de cette frontière, ainsi que les dynamiques socio-territoriales. Les champs d'ananas ont déplacé l'agriculture paysanne et produit d'importants changements dans le foncier, obligeant les paysans locaux à vendre ou à louer leurs terres aux grandes entreprises. En outre, la localisation frontalière permet aux entreprises d'employer facilement et majoritairement des migrants irréguliers venant du Nicaragua, qui travaillent en situation d'exploitation.

Autour de l'ananas, souvent surnommé le « fruit de la discorde » par les groupes environnementalistes et les paysans, commencent ainsi à se nouer de nombreux conflits. En réaction, le Front de résistance contre l'expansion de l'ananas a été créé. Il dénonce les mécanismes d'accaparement de terres, producteurs de déséquilibres environnementaux et socio-territoriaux préoccupants et de nouvelles logiques circulatoires, qui accompagnent le développement des activités dites extractives dans le monde et l'avancée des fronts extractifs vers des territoires jusque-là considérés comme improductifs. L'expansion des cultures commerciales peut être en effet considérée comme une forme d'extractivisme selon une définition large (Gudynas, 2009). Notre communication cherche ainsi à montrer comment cette région frontalière, durablement restée une marge nationale peu investie, se trouve aujourd'hui intégrée à la mondialisation *via* son insertion dans la filière agricole de l'ananas. De là, elle entend questionner la relation complexe entre les mutations de cette région frontalière et son caractère de marge, dans ses dimensions à la fois géographique et sociale étudiées par Bailly *et al.* (1983), réinterrogées il y a peu par une question de géographie aux concours d'enseignement. La situation de marginalité des régions frontalières a permis à ces espaces de conserver une importante biodiversité et des ressources encore abondantes (eau, bois, terres...). C'est ce qui fait qu'elles soient vues aujourd'hui comme des territoires d'opportunité par les firmes transnationales. Se développent ainsi des formes d'enclaves productives qui ne remettent d'ailleurs pas forcément en cause le caractère de marge nationale. En même temps, la marginalité a accentué la vulnérabilité des populations et des territoires de frontières face à l'avancée des cultures d'exportation (et des activités extractives de façon générale), par différents biais à développer : l'existence de ressources encore abondantes dans ces régions (bois, terres, eau...), une faible capacité des autorités locales à lutter contre ces processus quand bien même elles le souhaiteraient, une faiblesse de la part de l'État dans la surveillance des aires protégées loin des centres urbains et touristiques, une précarité des populations et un manque d'opportunités d'emplois qui en font une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché, des droits des groupes indigènes pas toujours garantis, et une porosité frontalière qui permet l'utilisation d'une main-d'œuvre migrante illégale. Enfin, la marginalité de cette région continue de favoriser l'invisibilisation des changements brutaux qui s'y déroulent (atteintes à l'environnement et aggravation des inégalités sociales), ce qui fait l'intérêt de mener des recherches et de communiquer sur ce thème.

RÉFÉRENCES

- Aravena J., 2005, *La expansión piñera en Costa Rica: La realidad de los perdedores en la agroindustria exportadora de la piña*, San José, Publicación de COECOceiba-ONG Amigos de la Tierra Costa Rica.
- Bailly A., Aydalot P., Godbout J., Hussy C., Raffestin C., Turco A., 1983, « La marginalité : réflexions conceptuelles et perspectives en géographie, sociologie et économie », *Géotopiques*, 1983, n° 1, p. 73-115.
- Cubero Acevedo J., Soto Acosta W., 2010, "Una unidad, dos países: Caracterización socioeconómica y ambiental de la cuenca del río San Juan", in J. Escalera et N. Benavides (dir.), *Turismo sostenible, desarrollo local y articulación regional transfronteriza en el río San Juan, Costa Rica-Nicaragua*, San José, FLACSO Costa Rica, p. 35-51.
- Granados C., Jiménez A., 2002, *Ambiente, conflicto y cooperación en la cuenca del río San Juan*, San José, Funpadem.
- Gudynas E., 2009, "Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo", in J. Schuldt, A. Acosta, A. Barandiarán, M. Folchi, CEDLA-Bolivia, A. Bebbington, A. Alayza et E. Gudynas (dir.), *Extractivismo, política y sociedad*, Quito, CAAP-CLAES, p. 187-225.
- Lançon F., Temple L., Biénabe E., 2016, « Chapitre 1. La notion de filière. Un cadre d'analyse pour les politiques et les stratégies de développement », in E. Biénabe, A. Rival et D. Loeillet (dir.), *Développement durable et filières tropicales*, Paris, Quæ, p. 11-13.
- Medina L., 2015, "The Nicaragua-Costa Rica Border Conflict: The Never-Ending Story of the San Juan River", in E. Brunet-Jailly (dir.), *Border Disputes. A Global Encyclopedia, Vol. 2. Positional Disputes*, Santa Barbara, ABC Clio, p. 550-562.
- Obando A., 2017, *El Estado detrás de la piña: El conflicto socioambiental del monocultivo de piña en los cantones de Upala, Guatuso y Los Chiles (2000-2015)*, thèse en sciences politiques à l'Universidad de Costa Rica.
- Rodríguez T., 2014, *Gouverner l'environnement dans des régions frontalières. Coopération et conflits dans les bassins du fleuve San Juan (Costa Rica-Nicaragua) et du fleuve Sixaola (Costa Rica-Panama)*, thèse de doctorat en géographie à l'Université Paris Diderot.
- Rodríguez T., Obando A., Acuña M., 2018, "Entender el extractivismo en regiones fronterizas. Monocultivos y despojo en las fronteras de Costa Rica", *Sociedad y Ambiente*, n° 17, p. 165-200.

LES AUTEURES

Lucile Medina

Université Paul Valéry Montpellier 3
ART-Dev
lucile.medina@univ-montp3.fr

Tania Rodríguez Echavarría

Universidad de Costa Rica
CIEP
tania.rodriguezechavarría@ucr.ac.cr